



PRÉFET DU VAR

PRÉFECTURE DU VAR
DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau de l'environnement et du développement durable
MS

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 26 SEP. 2017
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière, sise lieu-dit « Garragaï »,
sur le territoire de la commune de POURCIEUX
Société Durance Granulats

Le Préfet du Var,
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret du Président de la République en date du 23 août 2016 nommant M. Jean-Luc VIDELAINE, préfet du Var,

VU l'arrêté préfectoral N° 2017/54/PJI du 23 août 2017 portant désignation de M. Emmanuel CAYRON, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Var, pour assurer l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture du Var,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières,

VU l'arrêté préfectoral 2 août 2007 autorisant d'autorisation la société Durance Granulats à exploiter une carrière et une installation de traitement de matériaux, au lieu-dit « Garragaï », sur le territoire de la commune de Pourcieux,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 septembre 2013 fixant le montant des garanties financières de cette carrière pour la période 2012 – 2017,

VU la demande de modification des conditions d'exploitation de cette carrière, sollicitée par l'exploitant le 13 janvier 2017, en vue d'obtenir une prolongation de la durée de l'autorisation d'exploiter d'une durée de 24 mois à partir de la date d'expiration de l'autorisation, soit jusqu'au 2 août 2019,

VU l'avis et les propositions de l'inspectrice de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 26 juillet 2017,

.../...

VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites « formation spécialisée des carrières » émis lors de sa réunion du 20 septembre 2017,

Considérant que, la production annuelle de cette carrière a été largement inférieure à celle autorisée (440 000 tonnes/an en moyenne, 490 000 tonnes/an au maximum) et qu'il reste actuellement 4 342 000 tonnes à extraire sur 5 310 000 tonnes autorisées,

Considérant que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles, ni de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires mentionnés aux articles L211-1 et L 511-1 du code de l'environnement,

Le demandeur consulté,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var

A R R E T E

Article 1 :

Les dispositions du premier alinéa de l'article 3.1 de l'arrêté du 2 août 2007 autorisant la société DURANCE GRANULATS à exploiter une carrière située au lieu-dit « Garragaï », sur le territoire de la commune de POURCIEUX sont annulées et remplacées par les suivantes :

« L'autorisation est accordée jusqu'au 2 août 2019 inclus. Cette durée inclut la remise en état. L'exploitation ne pourra être accordée au-delà de cette date qu'en vertu d'une nouvelle autorisation qui devra être sollicitée avant le 30 septembre 2017. »

Article 2 :

L'article 3.1 de l'arrêté du 2 août 2007 autorisant la société DURANCE GRANULATS à exploiter une carrière située au lieu-dit « Garragaï », sur le territoire de la commune de POURCIEUX sont complétées par les dispositions suivantes :

« La mise en service de l'installation est subordonnée à la constitution de garanties financières dont le montant et les modalités sont fixés en annexe du présent arrêté.

Article 3 :

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Pourcieux pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire.

Cet arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (rubrique : politiques publiques / environnement).

Article 4 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'acte.
- pour les tiers, le délai de recours est de quatre mois à compter de l'affichage en mairie.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Pourcieux, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, au sous-préfet de Brignoles.

Fait à Toulon, le **26 SEP. 2017**

Pour le Préfet,
Le Sous-préfet
Directeur de cabinet,


Emmanuel CAYRON